

Le P'tit Castelroussin

Le mensuel des socialistes de l'agglomération
castelroussine

Dispensé de timbrage Desb. Châteauroux PPDC

Exp. :
Section Socialiste de
Châteauroux
70 Avenue Charles
de Gaulle
36000 Châteauroux

Dépôt le
28/01/10



PS



N°2
Janvier 2010

SOMMAIRE

Page 1 et 6

♦ Editorial : "Sauvons
la démocratie locale !!!"
par *Manuel Flam*

Page 2

♦ Les brèves par
Didier Cortès

Page 3 et 4

♦ La galette
républicaine par
Antoine Gossin

Page 5

♦ La rigueur
budgétaire par *André
Bonhomme*

Directeur de la publication :
Manuel Flam

Commission paritaire : en cours
Dépôt légal : le 28/01/10
N° ISSN : en cours
Prix de vente au N° : 1,25 €
Abonnement : 12,50 €
Abonnement de soutien : 24,50 €
Imprimé par nos soins au
70 avenue Charles de Gaulle
36 000 Châteauroux

Face à la réforme territoriale de Nicolas Sarkozy, sauvons la démocratie locale !!!

Réforme des collectivités locales et suppression de la taxe professionnelle : c'est une recentralisation aux conséquences dramatiques que le gouvernement veut, suite au rapport du Comité Balladur, imposer avec la création notamment du Conseiller territorial.

Pour nos enfants, ce seront moins de financements pour nos écoles, nos collèges et nos lycées.

Pour nos aînés, ce sera moins d'accompagnement du grand-âge et de la dépendance. Pour nos entreprises et nos emplois, moins de soutien face à la mondialisation. La réforme territoriale doit améliorer la démocratie locale, pas la casser.

Pour reconquérir les collectivités territoriales de gauche perdues au fil du temps, le Gouvernement propage des affirmations populistes et démagogiques qu'il faut dénoncer avant que les Français, de bonne foi, ne les croient justes.

Le Gouvernement nous dit qu'il y aurait trop d'élus et qu'ils coûteraient trop cher : cet argument est faux, démagogique et malsain. En effet, plus de 70% des élus de la République ne perçoivent aucune indemnité.

Sur 530.000 élus, la réforme territoriale ne concerne que les 6.000 conseillers généraux et régionaux dont le nombre total serait ramené à 3.000. Soit moins de 2% des élus et une « économie » au maximum de 1/1000 des dépenses de fonctionnement des départements et des régions. Le Gouvernement nous dit qu'il y aurait trop de niveaux de collectivités. Or la quasi-totalité des grands pays européens ont eux

de niveaux de collectivités. Or la quasi-totalité des grands pays européens ont eux aussi trois niveaux de décision, correspondant aux communes, aux départements et aux régions. A chaque niveau de collectivité correspond une fonction particulière : aux communes, la proximité de la gestion locale et de la vie quotidienne de nos concitoyens ; aux départements, la gestion des politiques de solidarité ; aux régions, la stratégie de l'aménagement du territoire et du développement économique, des infrastructures et de l'environnement.

Si le Gouvernement veut simplifier l'administration territoriale de l'Etat, pourquoi ajoute-t-il les métropoles, les pôles métropolitains et les communes nouvelles à la structure actuelle ? Pourquoi repousser à l'automne prochain la loi de clarification des compétences ?

Le Gouvernement nous dit que les régions socialistes, qui augmentent les impôts sont pris de « folie fiscale ». Trois vérités qui tiennent en trois chiffres :

Sur 100 euros d'impôt en 2009, l'Etat prélève 78 euros, la région prélève 2 euros.

Entre 2003 et 2009, l'augmentation des impôts des régions représente en moyenne 3 euros par habitant et par an. La région qui a

(suite page 6 ...)

les collectivités locales de gauche créent de

Le P'tit Castelroussin

[Les brèves]



L'information locale en bref

Par Didier Cortés

Quel hiver ! Qui a dit que la planète se réchauffait !!! Je sais. On l'a fait tous les jours celle là mais il est vrai de dire que nous avons un bel hiver, bien neigeux et bien froid, comme les hivers d'antan (le genre de phrase qui fait bondir les météorologistes, n'est pas Michel ?). Bon, je vous souhaite une bonne et heureuse année 2010 et espérons pour nous tous que cette année sera clémente et qu'en Mars elle ravivera les couleurs de la Rose un peu pâle en ce moment.

UN HIVER FESTIF

En voilà un beau titre dans « CHATEAUROUX POUR TOUS de Janvier 2010 » ! La revue de la Mairie ! Festif oui l'hiver pour les salariés de MEAD EMBALLAGE ! Tellement festif cet hiver qu'ils sont allés le fêter avec le Maire lors des vœux de ce dernier au personnel municipal. Il paraît qu'il y avait de l'ambiance. Tant mieux notre sénateur-maire aime l'agitation.....

MARCHE DE NOËL

Ils n'ont pas été à la joie les quelques malheureux commerçants qui ont tenu boutique dans ce fameux marché de Noël que tous les élus castelroussins espéraient splendide et performant. En fait tout a été assez médiocre : la patinoire et autres jeux de glisse, la fréquentation, les chiffres d'affaires et les commentaires avant et après. On fera mieux l'année prochaine disent-ils en mairie. Ça fait 10 ans maintenant qu'ils nous la serinent la chanson, on la connaît par cœur.

LES CHINOIS

Il n'y a qu'eux qui comptent. La casse de nos entreprises ? Pas grave

disent les chœurs de Droite, les Chinois arrivent, les Chinois sont là. C'est bien et on est tout content, on applaudit des deux mains. Nos licenciés de chez MEAD et des autres boîtes ? Les Chinois vont leur offrir du boulot ! Oui mais comme personne ne vit de l'air du temps qu'on leur dise où s'inscrire demain pour trouver un nouvel emploi !!!

Alors comme il faudra un certain temps pour que tout ceci se mette en place on se calme et on regarde encore les maisons se vendre et les gens partir. Combien seront nous en 2014 lors des prochaines municipales après 13 ans de règne de droite ?

DOUBLE OU SIMPLE COMPTE

Vous allez me prendre pour un obsédé de la démographie. Mais un pays, ou un département ou une ville mesure sa santé à son économie certes mais aussi à sa démographie. Lors de l'élection municipale de 2001 notre Maire nous avez donné l'impression qu'il avait tout compris puisqu'il vilipenda Jean Yves GATEAUD sur ce sujet pendant toute la campagne. Avec lui on allait voir ce qu'on allait voir. On voit, merci, que Châteauroux perd des habitants mais

mais de manière hémorragique maintenant. La crise n'y est pas pour rien et le vieillissement n'arrange pas les choses. Alors plutôt que de « bricoler » avec l'aide d'un journaliste de la NR un article à la noix sur les comptes et doubles compte que nos élus regardent la situation en face et cherchent des solutions avant que nous leur cherchions deschinoiseries, c'est à la mode.....

DEFOULEMENT

Grand papier ce matin 20 janvier dans notre canard bien aimé sur la loi tant attendue de notre sénateur Berrichon sur l'accès à la propriété des braves gens qui habitent dans les HLM. Une loi MAYET sur l'accession à la propriété ça c'est classe et on rentre dans l'histoire avec des trucs comme ça. Mais voilà-t-il pas que sur la même page notre François JOLIVET encore pour peu de temps patron de l'OPAC (il nous quitte paraît-il) nous laisse entendre que cette loi n'aura pas grands effets et que ce n'est pas du tout mais alors pas du tout une priorité pour la situation actuelle du logement en France. Comme j'ai lu tout ceci à l'heure de l'apéro je me suis dit qu'il y avait un Ricard (ou un picard ?) qui passait mal.....

Le P'tit Castelroussin

[Evènement local]



La Galette Républicaine de Châteauroux

Par Antoine Gossin

Ce sont plus de 100 militants et sympathisants qui s'étaient donnés rendez-vous, ce dimanche 17 janvier, à la salle des fêtes de Saint Christophe, pour célébrer la nouvelle année et partager la traditionnelle galette républicaine.

Un moment de convivialité et de fraternité que les socialistes castelroussins auront eu le plaisir de partager avec les camarades de Déols et du Poinçonnet, en présence notamment de Michel Sapin, Jean Petitprêtre et d'autres élus, qui avaient ainsi répondu à l'invitation du secrétaire de section de Châteauroux, Manuel Flam.

Ce premier rendez-vous militant aura été pour beaucoup l'occasion de jeter un dernier regard sur 2009 avant d'envisager les grandes échéances de 2010.

Une année charnière que cette période écoulée, pendant laquelle les militants socialistes à l'instar de leurs concitoyens auront été durement mis à l'épreuve par la crise économique. « L'agglomération de Châteauroux, avec les nombreux plans sociaux qui s'y sont succédés, a sans doute vécu le pire épisode de ces dernières décennies en terme de destruction d'emplois » a rappelé Manuel Flam.

« Avec les licenciements survenus à Eurostyle, Mead emballage, Spatz ou encore à la Parqueterie Berrichonne, ce sont des centaines de castelroussins et d'indriens qui ont perdu leur emploi ; des centaines de familles qui ont connu les affres du chômage ». Depuis fin 2008, le taux de chômage a, en effet, augmenté dans l'Indre de plus de 25% nous rappelle le secrétaire de la section de Châteauroux. « Une hausse inédite dans l'histoire de notre département de par son ampleur et sa rapidité, et qui, jusqu'à présent laisse nos élus sans solution ». « Aujourd'hui, c'est l'immobilisme le plus complet qui prévaut tant à l'Hôtel de Ville qu'au sein du Conseil Général !!!



Manuel Flam, secrétaire de section de Châteauroux fustige l'attitude du Maire

qu'au Conseil Général. Car comment qualifier autrement l'inertie dont font preuve Messieurs Pinton et Mayet. L'un comme l'autre subissent une situation qui a bien des égards semblent totalement les dépasser ».

Mais pour Manuel Flam, c'est sans aucun doute, le Sénateur-Maire de Châteauroux, M. Mayet qui aura, à l'occasion de cette année 2009, excellé dans le cynisme et la provocation. « Rappelez-vous quels furent les termes employés par Monsieur Mayet, lorsque fut annoncée la fermeture définitive du la moindre

site de Mead : Un immense gâchis dont les seuls responsables sont les organisations syndicales, incapables, selon lui, de faire la moindre concession et toujours privilégiant le rapport de force à la négociation ».

« Une accusation totalement injuste et mensongère », pour Manuel Flam, « (...) surtout lorsque l'on connaît l'ampleur des sacrifices consentis par les salariés de Mead pour sauvegarder et pérenniser leur site (92 licenciements associés à des baisses significatives de salaires).

(Suite page 4 ...)

Le P'tit Castelroussin

[Evènement local]

La Galette Républicaine de Châteauroux

— Par Antoine Gossin



Une analyse partagée par Jean Petitprêtre, Maire du Poinçonnet et conseiller général du canton d'Ardenes, pour qui 2009 aura été l'année de tous les « chocs » pour notre département.

« Choc économique, choc social, mais aussi choc démographique pour l'Indre qui peu à peu perd ses forces vives, son potentiel économique ainsi que ses ambitions (...) ». Mais pour l'intéressé, rien ne serait pire que la résignation et le fatalisme, c'est bien au contraire en renouant avec des projets porteurs d'avenir que l'Indre parviendra à enrayer le lent déclin vers lequel elle se trouve engagée aujourd'hui.

L'heure est donc à la nécessaire alternance, ici, à Châteauroux mais aussi plus généralement dans l'Indre. « Des territoires qui ont, sans conteste, besoin de forces nouvelles, dont seul l'avènement saura susciter, demain, progrès social et progrès économique », se sera exclamé le maire du Poinçonnet.

Des socialistes unis pour une nouvelle dynamique

« Dans le ressort de notre agglomération, c'est par le travail de tous les socialistes et notamment en favorisant les synergies des sections de Châteauroux, du Poinçonnet et de Déols que de nouvelles solutions politiques pourront s'affirmer et imposer durablement l'alternance au niveau de l'agglomération castelroussine ».

« C'est donc un front commun qu'il faut aujourd'hui constituer pour s'opposer aux politiques libérales que Messieurs Mayet et Pinton s'emploient à promouvoir avec les piteux résultats que l'on connaît aujourd'hui ».

Une idée qui non seulement séduira l'assistance mais aussi Michel Sapin, député de la première circonscription, qui voit en cette nouvelle dynamique, un atout majeur pour les prochains échéances électorales qui attendent les socialistes.

Mobiliser les forces de progrès

« Il nous faut, à présent, nous tourner vers nos électeurs et leur dire que nous, socialistes, nous refusons de voir notre département et son chef-lieu s'abîmer dans l'injustice

l'injustice sociale, la précarité et le renoncement ».

« Peu à peu les Français perçoivent les limites du discours et de la méthode employée par Nicolas Sarkozy et son gouvernement. Aujourd'hui, nos concitoyens sont las de ces promesses non tenues et de ces politiques qui toujours favorisent les plus aisés alors même que les plus humbles et les plus fragiles d'entre nous, sont les premiers frappés par cette terrible crise économique qui secoue notre pays ».

Un discours volontariste de la part du député de la première circonscription, qui recevra par ailleurs, les larges applaudissements de l'assistance ; clôturant ainsi cette cérémonie des vœux 2010.



Des socialistes déterminés à s'opposer dans l'unité ...

Le P'tit Castelroussin

[Politique locale]



Budgets 2010 : à Châteauroux, la rigueur s'impose

Par André Bonhomme

André Bonhomme, conseiller municipal d'opposition revient pour nous sur l'adoption du budget municipal et communautaire pour l'année 2010, année de rigueur et d'austérité s'il en est ...

Depuis 9 ans, M. Mayet nous explique que grâce à ses budgets, il prépare l'avenir de notre ville et de son agglomération. Hélas, cette année l'exercice se révélera particulièrement ardu tant la contrainte budgétaire est forte.

Quand nous leur en faisons le reproche, M. Mayet et son équipe parlent de la crise. Laquelle est loin de tout expliquer. La cause principale est la politique d'austérité imposée aux communes par le gouvernement de MM. Sarkozy & Fillon que soutient M. Mayet. L'un de ses amis, le sénateur UMP Marini a même écrit :

« La crise et les mesures du plan de relance n'expliquent pas tout... Alors que la crise lamine les recettes fiscales, je trouve curieux de prendre des décisions qui creusent davantage le déficit ».

M. Mayet, qui fait localement la même politique, n'a pas un mot contre ces contraintes, qu'il répercute plutôt sur les castelroussins modestes et moyens.

Dans le budget de la ville pour 2010, les dotations de l'Etat diminuent au total de 1,11%, alors que l'inflation prévue par le gouvernement est de 1,20%. Soit une baisse de 2,30% au détriment de Châteauroux. M. Mayet s'en tire en augmentant les impôts locaux pour plus de 4%, soit 3 à 4 fois plus que l'inflation.

« Grâce » à l'Etat, il peut dire que

les recettes n'augmentent guère, à notre détriment !

D'autant plus que les subventions d'investissement perçues par Châteauroux s'effondrent de 63,5%, qu'elles viennent de la Région, de l'Etat ou du Département.

L'absence de projets

C'est le signe que l'équipe de M. Mayet n'a pas de grand projet subventionnable.

Cette baisse est masquée par un recours accru à l'emprunt : + 64%. La rigueur apparaît encore plus au niveau des dépenses pour faire simplement fonctionner les services municipaux : + 0,69% soit 2 fois moins que l'inflation prévue, et 4 fois moins que le « panier du maire » (2,60% sur les 4 derniers trimestres), qui est l'indice calculé par l'Association des Maires de France. Sans que l'on sache comment sera financée la taxe carbone, que les communes devraient aussi payer, sans compensation. Il y a donc « forcément un truc ». Ce sont les services rendus à la population qui diminuent. Puisque les dépenses de personnel stagnent, signe d'emplois qui disparaissent, sans aucun élément sérieux sur les emplois qui seraient inutiles : la productivité accrue des services n'explique pas tout. Par contre les services extérieurs augmentent de 18% : la privatisation coûte cher, et rapporte à certains. Les subventions aux associations, auxquelles adhèrent de très

nombreux castelroussins quant à elles baissent de 0,92%. L'augmentation des dépenses d'équipement, financée par l'emprunt, tient uniquement à 2 dépenses : l'école d'ingénieurs et le rachat des équipements de voirie du quartier Balsan. J'ai posé en conseil municipal ces questions, et d'autres, au maire, et n'ai pas eu le début d'une réponse. Du côté de la CAC, le tableau n'est pas meilleur. Sous la menace de la suppression de la taxe professionnelle (TP) - qui serait compensée par l'Etat en 2010 - la CAC a prévu par prudence une baisse de cette recette de 3,75%. Ce n'est pas sans incidence pour la ville de Châteauroux qui récupère de la CAC une fraction de cette taxe représentant 72% de la taxe foncière et de la taxe d'habitation.

Un budget de rigueur

Pour autant M. Mayet et ses amis approuvent la suppression de la TP qui profitera aux entreprises. La CAC prévoit aussi une baisse de 15% de la dotation principale de l'Etat. Un contexte difficile d'autant que la CAC a des dépenses nouvelles (le stade de la Margotière), des déficits à assumer (les transports urbains, le Tarmac...).

Voilà pourquoi, en 2010, une extrême rigueur s'imposera à l'ensemble des castelroussins, quoiqu'en disent nos chers élus de la majorité.

Le P'tit Castelroussin



Face à la réforme territoriale de Nicolas Sarkozy, sauvons la démocratie locale !!! (suite...)

le plus augmenté son taux d'imposition entre 2007 et 2009 est l'Alsace (+14,3%), une des rares régions de France dirigée par la majorité présidentielle.

Ce que le Gouvernement ne dit pas c'est que les collectivités locales de gauche créent de la croissance et de l'emploi.

Les régions françaises à la pointe de l'investissement public

Elles réalisent 73 % de l'investissement public. Depuis 2003, l'accroissement de l'investissement public local a permis de créer 200.000 emplois dans le privé. L'investissement des collectivités territoriales génère une activité économique représentant le maintien direct ou indirect de 850.000 emplois (construction, services et industrie). Ce que le Gouvernement ne dit pas c'est que les collectivités locales de gauche protègent, innovent et entreprennent. La preuve est faite de la qualité des services dont les collectivités ont la charge depuis les lois de décentralisation : amélioration des établissements scolaires, des trains régionaux, des infrastructures routières, mais aussi de l'attention portée aux services à la personne, petite enfance, personnes âgées ou atteintes de handicap, initiatives en faveur de l'insertion professionnelle.

Les collectivités mènent de nom-

breuses politiques innovantes au titre du développement durable (promotion des transports alternatifs, énergies renouvelables, construction d'habitations « HQE », éco-quartiers et de l'agriculture « bio »). Elles associent, au niveau local, progrès scientifique, exigence écologique et développement économique.

L'asphyxie financière entraînée par la non-compensation de la taxe professionnelle, la suppression de la « clause de compétences générale », la fin des cofinancements, ne permettront plus aux collectivités d'assumer aussi bien ces missions de service public et de soutenir les associations qui agissent, quotidiennement, pour la cohésion sociale, la culture, le sport ou l'éducation.

Le Conseiller territorial, un statut inadapté

Il faut dire très clairement quel est l'objectif réel de création du conseiller territorial.

Le Gouvernement veut mettre en place un conseiller territorial qui cumulera les mandats de conseiller général et de conseiller régional, alors que 90% des compétences de ces collectivités sont dissociées ! Des conflits d'intérêts de gestion s'exprimeraient à chaque niveau de collectivité : Pour les départements : moins de proximité des élus avec nos concitoyens et moins de dispo-

de collectivité. Pour les départements cela signifierait moins de proximité des élus avec nos concitoyens et moins de disponibilité : c'est une atteinte au rôle traditionnel des conseillers généraux ainsi qu'aux politiques de solidarité - et de manière plus générale à la démocratie locale.

Pour les régions : risque que l'élu, rattaché à un canton (et avec une charge de travail exorbitante) accorde une priorité aux affaires purement locales, au détriment des projets relevant de la dimension régionale. Menace également sur les politiques d'aménagement du territoire, qui ne pourront résulter de la simple addition d'intérêts cantonaux.

Pour toutes ces raisons, il nous faut absolument combattre la réforme territoriale de Nicolas Sarkozy et affirmer avec force notre attachement à nos collectivités territoriales, héritage d'une longue pratique républicaine décentralisatrice privilégiant avant tout la proximité et la qualité du service rendu.

Manuel Flam

Premier secrétaire de la section de
Châteauroux

Le P'tit Castelroussin est votre journal. Un journal militant. Soutenez-le en vous abonnant !

Vous nous aidez ainsi à lui assurer une plus large diffusion.

Abonnement simple: 12.50 € et abonnement de soutien : 24.50 €

Adresse de paiement: 70 avenue Charles de Gaulle - 36000 CHATEAUROUX